Fondation Jean Jaurès

International

LA DIPLOMATIE DE L'INDE DE NARENDRA MODI

Philippe Humbert

06/03/2018

Le triomphe électoral du Parti nationaliste hindou BJP en mai 2014 et l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Narendra Modi ont ouvert une phase nouvelle dans la politique intérieure de l'Inde. Est-ce également le cas pour la politique étrangère du pays ? Reste-t-il une puissance timide (« a reluctant power ») dans le jeu international ? Quels sont ses choix diplomatiques et, plus particulièrement, ses relations avec la Chine ? Philippe Humbert, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, fait le bilan de la politique étrangère menée par Narendra Modi depuis quatre ans.

Une diplomatie dans la poursuite de la dynamique des années 1990

Le premier constat à faire est que l'Inde de Narendra Modi est dans la continuité d'une dynamique initiée dès les années 1990. C'est en effet à partir de 1990 que l'Inde réévalue d'une manière progressive ses ambitions internationales : croissance économique enclenchée par les réformes de 1991, essais nucléaires en 1998, rapprochement avec les États-Unis, mettant fin ainsi à la diplomatie globale, universaliste et idéaliste de Nehru (1947-1964) et au repli sur le voisinage régional abrité derrière le traité d'amitié avec l'URSS de 1971, qui suivit la défaite militaire face à la Chine en 1962.

Narendra Modi a assigné à sa diplomatie deux missions essentielles pour garantir le bien ultime du pays, son autonomie stratégique. La première est de favoriser la croissance économique et le développement. L'Inde a compris que la croissance est un facteur de stabilité politique tant externe qu'interne ; elle permet de devenir un pôle attractif pour les pays voisins et le monde développé, tout en permettant une insertion progressive et contrôlée dans la mondialisation.

La deuxième mission est d'assurer la paix et la sécurité. L'Inde se sent menacée par le Pakistan, construit dès l'origine contre elle, et potentiellement par la Chine qui aide le Pakistan de longue date et de manière multiforme (nucléaire, armement, investissements directs, etc.). La décision

récente de Donald Trump de suspendre l'aide militaire au Pakistan ne peut que renforcer les liens entre la Chine et le Pakistan.

Ces « fils rouges » avaient inspiré l'action diplomatique du Parti du Congrès au pouvoir d'une manière presque continue depuis 1990. Ils ont été renforcés depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi par des événements extérieurs (attaques terroristes, intensification de l'influence chinoise dans tous les pays de l'Asie du sud-est – Myanmar, Laos, Cambodge, Thaïlande, Philippines, Maldives), la création d'un réseau de bases navales chinoises au Sri Lanka et au Pakistan notamment (d'où l'image du « collier de perles ») et les avancées de la Chine en Asie centrale (« les nouvelles routes de la soie »).

Une diplomatie économique active

En vue d'accélérer la croissance du pays, Narendra Modi a déployé dès son arrivée au pouvoir une diplomatie économique active et pragmatique.

L'objectif est simple : attirer les investissements directs en Inde pour favoriser le « Made in India » et encourager les transferts de technologies afin de combler le retard du pays dans les technologies nouvelles ou sensibles. Loin de la retenue de son prédécesseur Man Mohan Singh, le Premier ministre indien a ainsi visité le Japon, la Corée du Sud, les États-Unis, les grands pays européens, l'Australie, la Russie, la Chine, le Brésil, les pays du Golfe, et notamment Israël en juillet 2016, qui fut la première visite d'un chef de gouvernement indien dans ce pays. Marquant une rupture dans le style de ces voyages, Narendra Modi projette l'image d'une Inde dynamique engagée dans la modernité tout en mobilisant, dans les pays anglo-saxons, les influentes et riches diasporas indiennes.

Les trois initiatives de Narendra Modi pour la paix et la sécurité

Pour assurer paix et sécurité, l'Inde de Narendra Modi a pris des initiatives sur trois plans.

Densifier et améliorer les relations avec son « arc régional »

Élargissant la « Look East policy » esquissée par Rajiv Gandhi à la fin des années 1980, qui fut rebaptisée « Act East », l'Inde voudrait retrouver dans un arc régional allant de l'Asie centrale, l'Iran, l'Afghanistan, certains pays du Golfe, Israël – deuxième fournisseur de l'Inde en équipements de défense – jusqu'en Indonésie son influence de la période précoloniale et endiguer la puissance de la

Chine. Mais elle se heurte à de multiples difficultés : son image de « big brother » indispose ses petits voisins immédiats, le Népal et le Sri Lanka. La Chine multiplie les initiatives : création d'un corridor économique entre Chine (Yunnan) et Myanmar (Mandalay) et entre Chine et Pakistan ; construction d'une voie ferrée entre Vientiane et Kunming au Laos… L'Inde répond par la réalisation du port de Chabahar en Iran qui améliorera la connectivité entre les deux pays et l'Asie centrale, en particulier avec l'Afghanistan où l'Inde entretient une coopération civile massive.

L'Inde s'efforce aussi d'être plus présente dans les pays de l'ASEAN. La participation de Narendra Modi au sommet de l'ASEAN-Inde, le 12 novembre 2017 aux Philippines, et l'invitation des dix pays de l'ASEAN à la parade du « Republic Day » le 26 janvier 2018 à Delhi, marquent sa volonté de renforcer les liens avec tous ces pays.

Néanmoins, la relation avec le Bangladesh musulman reste compliquée en raison de l'afflux d'immigrants clandestins en Inde, et plus récemment par la crise des Rohingyas.

Enfin au Moyen-Orient, l'Inde, attachée au principe de non-intervention et en raison de sa minorité musulmane, pratique une politique très prudente et équilibrée entre l'Iran, son grand partenaire historique, les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, et plus récemment Israël, en dépit de son vote à l'ONU contre la position de Donald Trump sur Jérusalem.

Tirer parti de son insertion dans le monde multipolaire

Plus à l'aise dans le monde multipolaire – qui s'organise autour des États-Unis, de la Chine, du Japon, de la Russie et del'Union européenne – rassemblé dans le G20 que dans un cadre multilatéral qu'elle juge porteur de contraintes et de responsabilités (faute peut-être de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU), l'Inde s'est placée à l'intersection de grands enjeux internationaux et est en mesure de participer à des coalitions d'intérêt dans les domaines de la défense et de la sécurité.

À la marge du « club » nucléaire, l'Inde, quoique non signataire du Traité de non-prolifération (TNP), a accès aux technologies nucléaires civiles étrangères, notamment de France, de Russie et des États-Unis. Elle soutient, de plus, l'accord nucléaire du 14 juillet 2015 signé avec l'Iran ; elle condamne les essais et tests balistiques de la Corée du Nord.

L'Inde a acquis des équipements de défense sophistiqués et bénéficie de transferts de technologies sensibles (électronique, aéronautique, sous-marins…) de la part de la France, d'Israël, de la Russie, et des États-Unis. La lutte contre le terrorisme et la coopération entre services de

renseignements rapprochent l'Inde des grands pays occidentaux.

Plus récemment, Narendra Modi a donné une impulsion personnelle et forte dans deux domaines d'influence. D'abord celui de la lutte contre le changement climatique. Renversant sa position de blocage à la COP20 de Copenhague, l'Inde de Narendra Modi a permis le succès de la COP21 à Paris en décembre 2015 en faveur d'un accord comportant une logique d'engagements contraints et contrôlables, et de la création du « Fonds vert » financé par les pays développés sur des ressources identifiées. En parallèle, le Premier ministre indien a engagé en février 2015 un gigantesque programme de développement des énergies renouvelables avec l'objectif d'ajouter une capacité de 175 gigawatts d'ici 2022, dont 100 d'énergie solaire ; 20 gigawatts de solaire auront été installés à fin 2017. Enfin, le lancement avec le président François Hollande, le 30 novembre 2015, à Paris de l'Alliance solaire internationale (ISA), basée à Delhi, et ayant vocation à réunir 121 pays à vocation solaire, est un vecteur dont l'Inde entend bien se servir pour montrer qu'elle est capable de leadership face à la Chine. La réunion de l'ISA prévue les 10 et 11 mars prochain à Delhi en présence du président Emmanuel Macron en apportera la démonstration.

Par ailleurs, l'Inde promeut ce que l'on pourrait appeler « la diplomatie du yoga ». L'hindouisme n'est pas prosélyte ; il est plus porteur de culture que de rites et, de ce fait, propre à rester vivant dans les communautés indiennes à l'étranger. La conjonction de diasporas nombreuses dans un milieu multiculturel et d'un foyer actif de l'hindouïté en Inde sont les ressorts du « soft power » recherché par Narendra Modi qui a su remplir à la fois le Madison Square Garden et le stade de Wembley !

La reprise du thème gandhien de la protection de la nature peut servir de sous-bassement culturel à des aspects positifs de la diplomatie de l'Inde telle que la politique de lutte contre le réchauffement climatique. Cependant, l'idéologie nationaliste hindoue servie par le BJP, même si elle a peu d'influence sur les choix diplomatiques du pays, sauf pour les relations avec le Pakistan, encourage les excès des comportements identitaires au sein de la majorité hindoue et, ce faisant, affaiblit à l'étranger le « soft power » de l'Inde.

Utiliser le cadre des BRICs pour peser dans le jeu multipolaire mondial

Par sa participation personnelle au neuvième sommet des BRICs (Brésil, Inde, Afrique du Sud, Chine, Russie) tenu à Xiamen début septembre 2017, Narendra Modi essaie de tirer parti du levier des BRICs pour accroître son pouvoir de négociation en vue de réformer la gouvernance mondiale (alternative au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale), grâce aux progrès de la coopération entre les pays BRICs : installation de la Nouvelle banque de développement (NDB) dont le siège est à Shanghaï et le président indien ; coopération monétaire ; engagement pour un monde

post-carbone ; pluralité dans l'accès au Web ; protection des investissements ; potentiel de l'Afrique à exploiter conjointement.

Cependant, des ambiguïtés multiples affaiblissent le club des BRICs qui est lui-même multipolaire et déséquilibré par la surpuissance chinoise par rapport aux autres membres, y compris l'Inde. Il est significatif que la déclaration de Xiamen ne mentionne ni l'ISA, initiative indienne, ni les nouvelles routes de la soie qui inquiètent en particulier l'Inde. Il est clair aussi que les conceptions et pratiques en matière de libertés individuelles, liberté de la presse ou accès à Internet diffèrent profondément selon les pays. Tout au plus, les échanges de Xiamen sur les conflits frontaliers entre Inde et Chine ont fait un peu tomber la pression sans rien régler sur le fond.

Une diplomatie indienne qui doit se structurer face au géant chinois

La diplomatie de Narendra Modi pragmatique et peu polarisée pourrait devoir se structurer davantage devant le défi chinois. La montée en puissance de la Chine qui ambitionne d'être le seul challenger des États-Unis sera un élément déterminant de la politique étrangère de l'Inde dans le futur.

Le contexte actuel de déstabilisation mondiale lié au désengagement des États-Unis, principale puissance militaire en Asie, accentue les inquiétudes de l'Inde devant la pression asymétrique de la Chine sur des nombreux aspects de sa vie économique et diplomatique. Par exemple, le quasi-monopole chinois pour la fabrication des panneaux solaires, et demain des batteries lithium-ion, est à l'origine des fortes perturbations actuelles du marché de l'énergie solaire en Inde qui menacent l'objectif 2022 décidé par le Premier ministre.

Face au défi de la puissance chinoise, les concepts historiques du non-alignement et du refus de toute alliance, même revivifiés par le pragmatisme et une meilleure intégration dans la dynamique économique asiatique, sont des outils insuffisants pour assurer un avenir de prospérité, de paix et de sécurité.

La Chine peut se permettre d'être seule, sans alliés, car sa puissance économique, financière et militaire lui donne d'énormes pouvoirs d'influence sur le plan mondial. L'Inde a besoin d'un écosystème plus large fondé sur les valeurs et les intérêts à partager avec d'autres pays au moment où la nouvelle administration américaine fait preuve de versatilité et d'instabilité. Cet écosystème peut se déployer dans la zone Indo-Pacifique, versant traditionnel des orientations de la politique étrangère indienne dans ses versions « Look East « ou » Act East ». Il est significatif que Narendra

Modi ait intensifié ces derniers mois les relations avec le Japon (symbolisé par le projet de TGV entre Ahmedabad et Mumbaï, sur fonds japonais) et la Corée du Sud, deux pays que la Chine inquiète, ainsi qu'avec l'Australie et l'Indonésie.

Mais l'Inde doit prendre en compte la connectivité croissante entre la Chine, l'Asie centrale et l'Europe et agir dans une perspective « Eurasian » plus large comme le fait la Chine au sein de la « Shanghaï Cooperation Organisation » (dont l'Inde et le Pakistan sont membres depuis quelques mois) et de la Chambre du commerce Chine-Europe (CCCE) qui promeut la coopération entre la Chine et seize pays situés dans l'Est et le centre de l'Europe, une alternative au tête-à-tête historique de ces pays avec la Russie et l'Union européenne.

Les grands pays européens, sources de technologies, en particulier de défense, de financements, et dotés d'un capital politique important, et plus largement l'Union européenne peuvent jouer un rôle dans la structuration à venir de la diplomatie de Narendra Modi, aux côtés des États-Unis qui continueront à être le seul contrepoids à la mesure de la puissance chinoise.

La visite prévue en Inde du président français Emmanuel Macron en mars 2018 pourrait marquer un jalon dans ce sens.